

A2C

BULLETIN OUVERT ET ÉVOLUTIF
À VOCATION RÉGULIÈRE
POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

N°5 PRIX CONSEILLÉ 1 EURO

ON EST BIEN TROP DÉTERMINÉ·E POUR CHOISIR ENTRE L'EUROPE NEOLIBERALE ET LES ÉTATS RACISTES !

MÉDITERRANÉE, SILENCE ON NOIE ! TEL POURRAIT ÊTRE LE SLOGAN DES CAMPAGNES EUROPÉENNES DES PARTIS DOMINANTS. L'ACCUEIL DES CINQUANTE HUIT MIGRANT·E·S EMBARQUÉ·E·S SUR L'AQUARIUS A FAIT L'OBJET DE TRACTATIONS RÉVÉLANT AUTANT L'INDÉCENCE QUE LA RIVALITÉ DES DIFFÉRENTS PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE.

Pourtant, ces États européens et leur agence Frontex, ont leurs sous traitants. Leur meilleur tirailleur est aujourd'hui le Maroc, dont la marine n'hésite plus à faire feux sur les embarcations de migrant·e·s qui traversent Gibraltar.

Qu'elle semble loin cette « Europe des travailleur·e·s et des peuples, l'Europe sociale et démocratique », et tous les autres mirages dans lesquels s'est enferrée la gauche radicale. Face à une Europe qui n'aura jamais autant favorisé l'exploitation, qui n'aura jamais été aussi proche de sa fin, d'un impérialisme toujours aussi violent et toutefois en retrait face à la capacité d'exportation de capitaux chinois ou américain, nous ne voulons pas être des révolutionnaires sans révolution contraint·e·s de choisir entre l'intégration au néolibéralisme et le repli national. Plus que jamais nous affirmons que « *Les États unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires.* »¹. Les confrontations, les insurrections, et les révolutions sont les



seules critiques radicales contre l'Union européenne qui valent le coup d'être vécues.

**L'ARME ROUILLÉE D'UNE
GUERRE SANS TRÊVE**

Quelques soient ses tournants : de l'intensification des échanges du charbon et de l'acier, de

Contactez-nous si vous voulez diffuser ce bulletin, venir à notre prochaine réunion, envoyer vos idées/ expériences et/ou « faire tendance » avec nous :

AUTONOMIE2CLASSE@GMAIL.COM

la mise en concurrence des travailleur-e-s entre elles et eux sous l'effet du néolibéralisme, aux crises du Brexit, et à la victoire de Salvini, l'Union européenne n'aura décidément été qu'un brouillon pensé et griffonné par les riches. Ce qu'ont pu goûter celles et ceux qui y vivent, qui y travaillent, qui la traversent, ne sont que l'austérité – la stigmatisation des populations grecques, espagnoles ou d'ailleurs les rendant responsables d'une crise globale de leur système – et enfin ce bunker aux odeurs de cadavres.

Oui mais voilà, ces riches, ceux qui accumulent, ne forment qu'une classe à même de diriger les institutions européennes que par son antagonisme à la nôtre. Malgré leur concurrence, leur seule cohésion c'est d'accroître le taux d'exploitation en mettant en concurrence les salarié-e-s de Peugeot et Volkswagen, d'écraser les services publics, de construire des murs.

Pendant, leurs rêves de concurrencer les hégémonies chinoises et américaines sont aujourd'hui réduits à néant. En 2015, sur les cendres de leurs empires coloniaux africains, la Chine investissait 60 milliards de dollars, les États-Unis consacraient 10,8 milliards, l'Europe 3,6 milliards...

Leurs crises leur imposent une concurrence de plus en plus féroce entre eux. Les mêmes qui avaient tant besoin d'échanger de la valeur produite, les mêmes qui ont ratifié Maastricht, les mêmes qui réduisent à une peau de chagrin le salaire des travailleurs détachés refusent aujourd'hui de vendre les chantiers de Saint-Nazaire à Ficantieri, le principal trust européen de l'armature industrielle... italienne. Les banques allemandes auraient été prêtes à financer une guerre pour faire payer aux grec-que-s la dette de leurs créanciers.

Alors oui nous nous réjouissons de toutes ces crises politiques vécues par Theresa May, Tsipras, Macron et tous les autres qui n'ont pas gagné un seul scrutin soumis aux populations ces dix dernières années concernant l'Europe. Vu le spectacle, on se réjouit que le non l'ait emporté de Londres à Athènes.



LEURS FIDÈLES ALLIÉS

Oui mais voilà, heureusement pour elle, cette bourgeoisie avait sa gauche. Celle du parti socialiste, de Tsipras, de Blair et de tous ces vautours dont leur première veste s'est retournée dans les couloirs de Bruxelles. Comme le fait remarquer Cédric Durand « *Pour les courants sociaux-libéraux, démocrates et une part importante des organisations écologistes, la question européenne est devenue une composante essentielle de leur identité politique, les conduisant à embrasser d'un même geste enthousiaste l'approfondissement de l'intégration européenne, l'austérité et les réformes néolibérales.* »²

En miroir, des composantes de la gauche, adoptent un discours souverainiste. Dans une période de radicalisation des classes dominantes autour de la question du contrôle des frontières, de montée du fascisme, des formations comme La France insoumise ou Aufstehen s'opposent à la liberté de circulation et d'installation. Quand un-e migrant-e qui traverse la Méditerranée

à une chance sur dix-huit de mourir³, quand le fascisme est aux portes du pouvoir, il est criminel de diviser notre classe sur des bases nationales.

La trajectoire actuelle de l'État français nous démontre qu'il n'est nul besoin d'UE pour renforcer l'impérialisme et le racisme. L'invasion du Mali par 4 000 soldats français s'est faite en dehors de toute coordination européenne. L'Italie a eu besoin de si peu de financements européens pour accrédi-ter des firmes esclavagistes en Libye et fortifier ses remparts.

LE FRONT QUI S'AVANCE

La seule critique réaliste c'est celle qui vient des luttes, se construisant par en bas en portant une stratégie internationaliste. La détermination des cheminot-e-s britanniques à construire la solidarité avec les grèves en France⁴, les luttes de la sidérurgie coordonnées par des rassemblements communs d'exploité-e-s de Belgique, du Luxembourg et de France devant le Parlement européen, les franchissements de

frontières en bande organisée au col des Alpes ridiculisant une bande d'Identitaire, la riposte des familles victimes de violences policières à une échelle internationale, les luttes contre le TAV et les trains transportant des déchets nucléaires sont les seules à même de poser les bases démocratiques à la destruction de l'Union européenne.

Et pourquoi s'arrêter à l'Europe? Alors que les luttes des femmes font trembler la reproduction de leur système aux quatre coins de la planète, pourquoi se différencier lorsqu'on lutte pour l'avortement à Dublin et Buenos Aires? C'est bien riposter de la plus extraordinaire des manières que de faire grève et de défilier par millions le 8 mars de Chicago à Madrid.

NOTRE DÉTERMINATION CAUSERA LEUR PERTE

200 000 personnes ont manifesté à Berlin le 13 septembre dernier contre le racisme et l'extrême droite, des dizaines de milliers de personnes défient le racisme en Catalogne, lorsque l'on tue un rappeur antifasciste en Grèce ce sont des centaines de milliers de personnes qui s'insurgent, alors notre seule chance d'être européen c'est de constater cette classe qu'ont nos voisin-e-s!

La démonstration des combattant-e-s allemand-e-s, grec-que-s ou catalan-e-s doit nous déterminer à riposter et à nous organiser! Le 18 décembre, pas une capitale, pas une ville ne doit pas voir des milliers de flambeaux s'allumer pour la marche internationale des migrant-e-s! Le 16 mars de Paris à Berlin, de Dublin à Barcelone, de Séoul à Chicago, sera une nouvelle occasion pour lutter contre le racisme et le fascisme.

Parce que oui, l'Europe on s'en fout, nous ce qu'on veut c'est le monde.

GAËL BRAIBANT ET PIERRE SANTINON

1 – « Du mot d'ordre des États-Unis d'Europe », Lénine, 23 août 1915.

2 – « Les prolétaires n'ont pas d'Europe », Cédric Durand, *Contretemps*, juin 2018.

3 – *Le Monde*, 4 septembre 2018.

4 – *Autonomie de Classe*, 6 avril 2018.

GILETS JAUNES : SYMPTÔMES ET ACCELERATEURS DE LA CRISE DU POUVOIR

AVANT MÊME L'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES, IL EXISTAIT UN CONSENSUS POUR DÉSIGNER MACRON COMME LE PRÉSIDENT DES RICHES.

Un an au pouvoir a suffi à Macron, présenté par la presse libérale comme un sauveur, pour briser le record d'impopularité d'un président sous la 5^e République. Avec moins de 20 % d'opinions favorables, il a pulvérisé les chiffres de François Hollande qui avait lui-même dépassé les records de Sarkozy. Ces dix dernières années, la France a vu trois présidents se succéder, chacun inaugurant de nouveaux records d'impopularité.

Derrière ces statistiques se cache une contestation et une polarisation profonde en France. D'un côté, on a vu ces dernières années un regain des luttes à gauche, avec des grèves, des manifestations, des mouvements étudiants, lycéens, le mouvement Nuit debout, ainsi que l'émergence d'organisations antiracistes. À l'opposé nous voyons une polarisation vers la droite. Le score de Marine Le Pen aux dernières présidentielles suffit à illustrer ce fait.

Le mouvement des Gilets jaunes naît donc sur ce terrain national. Il s'agit surtout d'un mouvement de la classe ouvrière, c'est-à-dire de personnes n'ayant que leur force de travail à vendre. Ces personnes peuvent être salariées, au chômage, retraitées, ou encore jonglant entre deux ou trois emplois précaires pour remplir le frigo. Toutes et tous disent, en substance, deux choses : elles n'ont pas assez d'argent à la fin du mois, et elles détestent Macron et souhaitent son départ. Derrière l'unité formée autour de ces



deux généralités, il peut exister beaucoup de contradictions.

Si la majorité des participant-e-s appartiennent à la classe ouvrière, ce mouvement s'est formé et se développe en dehors des organisations syndicales et politiques de la classe. La tendance est clairement à des personnes non-syndiquées, vivant souvent loin des plus grandes villes, et travaillant dans des petites entreprises.

Les mobilisations les plus massives ont lieu sur Paris, mais le mouvement reste fragmenté sur le territoire national. La majorité des participant-e-s au mouvement des Gilets jaunes se trouvent sur des rassemblements de centaines de personnes formant des barrages filtrants sur les axes routiers ou en dehors

des grands centres commerciaux de province. Des milliers font des blocages en semaine avant de converger sur une grande ville le weekend.

Nous faisons donc face à un mouvement très inégal auquel correspondent des idéologies tout aussi inégales et contradictoires. Des centaines de milliers de personnes se mettent en mouvement en utilisant des symboles inhabituels voire irritants pour la gauche et le mouvement ouvrier, comme le drapeau tricolore ou *la Marseillaise*, ou encore avec une vision de la police et de l'État que nous rejetons. De plus, de nombreux activistes d'extrême droite tentent de récupérer le mouvement sur les réseaux sociaux et sur le terrain, ainsi que dans les médias. Il faut

aussi noter que ces tentatives ont été explicitement contrées en de nombreux endroits.

Les gens entrent donc en action avec des idées de sens commun, qu'ils et elles ont pu accepter de manière non-critique par le passé, mais qui peuvent entrer en contradiction avec ce qu'ils et elles font lorsqu'ils et elles enfilent le gilet jaune.

LA GAUCHE NE PEUT PAS RESTER LES BRAS CROISÉS

Suffit-il de rejoindre le mouvement en marche, sans vraiment essayer de l'influencer politiquement, évitant soigneusement d'aborder des sujets « sensibles » comme – entre autres – les frontières et le racisme ? Alors que nous

tenons une opportunité historique pour influencer une partie de notre classe à laquelle l'accès nous est, d'ordinaire, fermé! Ne pas tenter d'influencer les Gilets jaunes, ne pas polémiquer, ne pas faire de politique dans ce mouvement revient à renoncer à jouer un rôle transformateur dans l'histoire, pour se contenter de celui de la bouée de balisage qui monte avec les vagues et descend avec les creux.

Mais des sections de la gauche radicale et du mouvement ouvrier comprennent que nous devons intervenir avec nos idées et nos arguments propres, en amenant notre politique dans le mouvement.

Pourquoi? Car de nombreuses Gilets jaunes sont influençables. Il suffit d'écouter les témoignages des participant-e-s au mouvement, pour nous rendre compte que les Gilets jaunes c'est aussi, pour des centaines de milliers de personnes, une école pratique de la vie et des idées. Elles sont notamment en train de découvrir le rôle véritable de la police comme protectrice des riches, des dominants.

Une autre idée préconçue que certains Gilets jaunes peuvent avoir est celle de l'inutilité du mouvement ouvrier et des syndicats. Mais d'autres demandent, depuis le début, l'intervention des syndicats et notamment de la CGT pour faire le poids face à Macron. Il y a des convergences locales entre des Gilets jaunes et des sections syndicales combattives, sur les barrages ou dans les manifestations, sous le slogan de « Gilets jaunes et Gilets rouges ensemble ».

POUR UNE INTERVENTION ANTIRACISTE

S'il y a une autre leçon à tirer du mouvement de ces dernières années, c'est que les périodes de lutte ne font pas disparaître le racisme automatiquement. Tout au plus ces périodes créent des conditions plus favorables aux antiracistes. Il faut lutter activement, virer l'extrême droite sous toutes ses formes et adresser notre message contre le racisme, l'islamophobie et la fermeture



des frontières au plus grand nombre. L'objectif n'est pas uniquement de « purifier » le mouvement des Gilets jaunes, il s'agit d'une question stratégique car il est évident que la classe dirigeante aura recours au racisme et à l'islamophobie.

Quant au référendum d'initiative citoyenne demandé par de nombreuses Gilets jaunes, il constituerait, s'il a lieu, une concession arrachée par la lutte. Afin qu'il ne se transforme pas en piège réactionnaire, l'intervention de notre camp y est nécessaire. D'abord pour avancer nos idées dans le débat et contrer les fascistes et les macronistes. Mais aussi pour rappeler que rien ne remplacera l'organisation par en-bas, condition de l'autonomie politique de notre classe.

Le président « novateur » mise sur la recette classique de répression sauvage dans la rue, d'intimidations et de menaces de mort à peine voilées, après avoir offert des concessions ridicules aux Gilets jaunes.

Que l'arrogant Jupiter n'ait plus que la carte de la répression montre l'étendue de son désarroi politique. Les Gilets jaunes semblent avoir ravivé les foyers de lutte de ces dernières années, comme les universités, les lycées, et de nouveaux secteurs doivent rejoindre cette protestation généralisée. Sans le savoir, les

Gilets jaunes ont soufflé sur les braises de la rébellion de certaines sections syndicales contre leurs bureaucraties conservatrices.

Le mouvement continuera-t-il à s'étendre par en-bas? Le mouvement des Gilets jaunes qui a tiré des centaines de milliers de membres de

notre classe de l'ombre pour les faire entrer sur la scène historique annonce-t-il une crise terminale pour le quinquennat Macron, et une période de grand danger pour la classe dirigeante dont le banquier était l'une des dernières cartes?

JAD BOUHAROUN



Cette prise de position repose sur une série d'arguments. Deux d'entre eux ne sont pas spécifiques à ces courants : – pour contrer le développement de l'extrême droite, il faudrait accepter l'idée qu'elle « pose de bonnes questions mais apporte de mauvaises réponses » comme l'affirmait déjà Fabius en 1984 (25 ans après, le bilan de cette position n'est pourtant pas très glorieux)

– pour ramener une partie de notre classe, acquise aux idées racistes, dans le giron de la gauche, il faudrait se concentrer sur l'amélioration de leur situation économique.

Il y a par contre un argument plus « original » qui consiste à dire que les partisans de l'ouverture des frontières tiennent le même discours que le patronat, discours contraire à celui de la tradition marxiste. Engels puis Marx, eux, auraient bien compris que la bourgeoisie utilise une « armée de réserve industrielle » pour pousser les salaires à la baisse. Perçu comme moins « tactique » que les deux premiers, ce point de vue a polarisé le débat public durant des semaines, qui n'est pas prêt de s'arrêter tant il semble le sens commun.

La bourgeoisie a-t-elle intérêt à l'immigration et l'ouverture des frontières ? Si oui, pourquoi la plupart des États et des élu-e-s politiques qui représentent les intérêts de la bourgeoisie mènent-ils une politique à l'inverse de ces intérêts ? Quels outils l'analyse marxiste nous fournit-elle ?

LES MIGRANT-E-S FONT-ILS BAISSER LES SALAIRES ? LIBÉRALISME ET IMMIGRATION

Il faut effectivement aller (re) lire Marx, et ce fameux chapitre 25 du *Capital* qui comporte une partie sur l'armée de réserve industrielle. En fait, Marx y attaque justement les économistes qui imputent la baisse des salaires à une partie de la classe ouvrière. À l'époque, l'exemple utilisé concerne la classe ouvrière irlandaise qui, vivant dans un pays sous domination britannique, émigre massivement vers l'Angleterre et

« PENSER L'IMMIGRATION, C'EST PENSER L'ÉTAT »¹

LE VENT MAUVAIS SOUFFLE FORT : L'IDÉE QUE L'IMMIGRATION EST UN PROBLÈME GAGNE DU TERRAIN À GAUCHE².



serait de ce fait responsable de la baisse des salaires de la classe ouvrière anglaise. Marx prend donc le temps d'analyser ce cas.

Que peut-on lire dans ces écrits ? Des arguments opposés à ceux des économistes libéraux. Selon eux, le salaire est fixé sur le marché du travail comme résultat de la rencontre à égalité entre un certain nombre d'offreurs (les travailleurs et travailleuses) et des demandeurs (les patrons). Si l'offre augmente, les patrons auront plus de candidats et ils embaucheront ceux qui acceptent des salaires plus faibles, donc le niveau des salaires aura tendance à baisser. D'où l'idée d'armée de réserve industrielle

(d'un surplus d'offreurs de travail) et de dumping social (l'utilisation de cette situation par les patrons pour baisser les salaires). D'où enfin l'idée que les patrons ont intérêt à ce surplus de main-d'œuvre, et donc qu'ils sont par exemple favorables à l'immigration.

Marx produit une analyse du système capitaliste diamétralement opposée. Il attaque les positions qui proposent de s'en prendre à une partie de la population pour réduire l'armée de réserve industrielle, telles que celle de Malthus qui suggérerait que les classes populaires arrêtent de faire des enfants. Il aborde le concept d'armée de réserve industrielle à partir

de « La loi générale de l'accumulation capitaliste » pour en conclure que le nombre de personnes constituant la classe ouvrière « ne change rien au caractère fondamental de la reproduction capitaliste » (p. 55)³. Autrement dit, lorsque le capitalisme est en expansion, il a besoin de main-d'œuvre, alors qu'en période de crise, il crée du chômage. De plus, la concurrence entre capitalistes, intensifiée en période de crises, conduit à des phénomènes de concentration et de centralisation du capital⁴ afin d'augmenter la productivité. Or, « En grossissant, en accélérant ainsi les effets de l'accumulation, la centralisation étend et précipite les changements dans la composition technique du capital [nombre de moyens de production / quantité de travail, qui reflète le degré de machinisation], changements qui augmentent sa partie constante [moyens de production] aux dépens de sa partie variable [main-d'œuvre] ou occasionnent un décroissement dans la demande relative de travail. » (p69)

Cette aberration selon laquelle plus un travailleur produit, plus il crée les conditions de son exclusion de la production est spécifique au système capitaliste. Pire, n'ayant que sa force de travail à vendre pour subvenir à ses besoins, sa dépendance devient soumission. C'est le sens du concept d'armée de réserve industrielle pour Marx. Elle pèse sur l'armée active, et sur les salaires, mais elle est le produit de la dynamique d'accumulation du capital, pas du nombre de travailleur-e-s qui cherchent à subvenir à leurs besoins. Cette analyse conduit donc Marx à estimer qu'il est faux de penser le marché du travail comme la rencontre entre des patrons qui demandent du

travail et des ouvrier·e·s qui en offrent, puisqu'en réalité ce sont les patrons qui décident de la demande comme de l'offre: «*Et c'est là l'effet général de toutes les méthodes qui concourent à rendre les travailleurs surnuméraires. Grâce à elles, l'offre et la demande de travail cessent d'être des mouvements partants de deux côtés opposés, celui du capital et celui de la force ouvrière. La capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente la demande de bras, elle en augmente aussi l'offre en fabriquant des surnuméraires. Ses dés sont pipés.*» (p. 83)

À l'époque où Marx rédige *le Capital*, trois catégories de la population arrivent massivement sur le marché du travail: les paysans, les femmes et enfants et dans plusieurs pays les immigré·e·s. Concernant cette dernière catégorie de travailleurs, il est intéressant de noter que Marx, en réel internationaliste, s'interroge sur les conséquences de l'immigration pour la population dans les pays d'origine. Si comme l'énonce le «*dogme économiste*» la situation de la classe ouvrière anglaise se détériore du fait de la concurrence des immigrés irlandais, la situation devrait à l'inverse s'améliorer pour les Irlandais (du coup moins nombreux) restés au pays. Ce qui n'est pas le cas: «*Et pour les travailleurs restés en Irlande et délivrés de la surpopulation, quelles ont été les conséquences? Voici: (...) le salaire réel est aussi bas, le travail plus exténuant et la misère des campagnes conduit derechef le pays à une nouvelle crise. La raison en est simple. La révolution agricole a marché du même pas que l'émigration. L'excès relatif de population s'est produit plus vite que sa diminution absolue.*» (p. 143)

CONCLUSION

Comme l'écrit Abdelmalek Sayad: «*Dans tous les cas, quel que soit le propos, le résultat est le même: d'un côté, des immigrés, c.a.d. des travailleurs étrangers ou des étrangers au travail, car l'immigré ne peut se concevoir qu'indissociablement lié au travail (...);*



de l'autre côté, des chômeurs français ou, mieux, des Français au chômage. Même si ce rapprochement, auquel on donne une allure de scandale total (scandale intellectuel, moral et politique), est en réalité hasardeux (intellectuellement), inexact (socialement), injuste (moralement) et mesquin (politiquement), il suffit pour jeter le discrédit sur les immigrés; il suffit pour produire et imposer dans l'opinion cette équation simpliste et fallacieuse: immigration = chômage.»

Quand cette question est posée, elle indique donc d'emblée la position nationaliste sous-jacente de celui ou celle qui la pose dans ces termes. Sinon, pourquoi la poser à l'endroit des migrant·e·s, et pas des gens qui ne font jamais grève par exemple? Qu'elle soit posée par des fascistes, là rien d'étonnant. Mais quand elle s'impose à une partie de la gauche, il y a de quoi s'inquiéter sur son projet politique. Ceux qui font baisser les salaires, ce sont les courants syndicaux ou politiques qui prétendent défendre les intérêts de la classe ouvrière mais ne proposent aucune stratégie d'unification de «*l'armée active*» et de «*l'armée de réserve*» afin de pouvoir mieux combattre la bourgeoisie et le système qu'elle dirige. Dans cette situation, l'importance de la tribune de P. Martinez puis de l'engagement de la CGT à l'occasion des manifestations du 18 décembre

pour la liberté de circulation, la fermeture des centres de rétention, la régularisation des sans-papiers et l'égalité des droits tiennent justement en ce qu'ils posent la nécessité d'une telle stratégie.

LE PATRONAT EST-IL FAVORABLE À L'IMMIGRATION? ÉTAT ET IMMIGRATION

On en arrive à la question de l'État. Selon la tradition marxiste, c'est une structure

développée historiquement afin d'assurer les conditions politiques de l'accumulation capitaliste. Mais si la bourgeoisie trouve un intérêt dans l'immigration alors que les politiques publiques intensifient les contrôles aux frontières et l'expulsion des migrant·e·s, est-ce à dire que cette analyse est erronée?

Une équipe de chercheurs s'est penchée sur cette question. Le résultat de ses travaux a été publié en français récemment, sous le titre *L'Europe des flux*.



Le 18 décembre dernier, à l'occasion de la journée internationale des migrant·e·s, une mobilisation d'une ampleur rarement vu ces dernières années sur ce sujet s'est déployé partout en France, ouvrant sur les meilleurs auspices la mobilisation pour le 16 mars, journée internationale de mobilisation contre le racisme et les violences policières. Retrouver un article de bilan sur notre blog:

<https://autonomiedeclasser.wordpress.com>

Migrations, travail et crise de l'Union européenne, aux éditions Eterotopia France. La réflexion part de cette contradiction apparente : alors que des hauts représentants du capital allemand soulignent les avantages de l'immigration, les politiques migratoires oscillent entre ouverture affichée et restrictions effectives depuis plusieurs années. Pour ces chercheurs, il faut chercher l'explication dans le fait que « l'État est la condensation matérielle d'un rapport de forces entre classes et fraction de classe » (p. 19), selon la définition élaborée par Nicos Poulantzas. Comme toute autre politique, les politiques migratoires actuelles en seraient le produit : « En raison du nationalisme et du racisme virulents dans les pays d'immigration, les politiques étatiques se caractérisent par une rhétorique anti-immigration et des lois sécuritaires répressives. Les politiques de main-d'œuvre de l'État national-social incitent cependant les pays d'accueil à poursuivre une augmentation tendancielle et une flexibilisation de l'immigration » (p. 27)

En d'autres termes, pour maintenir leur domination et s'assurer de rester hégémoniques, les forces libérales ont dû faire un compromis avec les forces conservatrices : « pour des raisons stratégiques, [elles] ont accepté la combinaison de politiques de recrutement avec des éléments d'une politique migratoire répressive traditionnelle, et ce afin d'intégrer des forces conservatrices à leur stratégie de main-d'œuvre. » (p. 67).

Le problème majeur de ce type d'analyses est qu'elles se basent sur une conception de l'État comme champ politique distinct du champ économique.⁵ Pourtant, ces chercheurs reconnaissent eux-mêmes que la manifestation du pouvoir d'un État, de la souveraineté, consiste en sa capacité à contrôler un/des territoire/s et la population à l'intérieur de frontières pour y assurer la domination de sa bourgeoisie. Il est donc dans sa nature d'instituer un « nous » et un « eux ». C'est la raison pour laquelle Abdelmalek Sayad estime que « penser l'immigration, c'est penser l'État »,

puisque « l'immigration constitue comme la limite de ce qu'est l'État national (...). Il est comme dans la nature même de l'État de discriminer (...) ».

Pour comprendre en quoi l'État n'est pas en contradiction avec les intérêts du Capital, on peut donc encore une fois repartir des écrits de Marx et de ses positions politiques. À propos de l'immigration irlandaise en Angleterre, il écrit :

« Ce qui est primordial, c'est que chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. (...) »

Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente. ».

Saïd bouamama résume de façon brillante cette idée lorsqu'il explique que le nationalisme et son corollaire, le racisme, permettent à la classe dirigeante de « diviser ceux qui devraient être unis (les différentes composantes des classes populaires) et d'unir ceux qui devraient être divisés (les classes sociales aux intérêts divergents) ». Le capitalisme n'a jamais signifié absence d'État, surtout en période de crises où l'État (national, autoritaire, puissant) devient déterminant pour le maintien des intérêts de la bourgeoisie nationale. Il est donc faux de croire que la bourgeoisie libérale est contre la répression, les frontières, le nationalisme et le racisme : c'est ce qui lui permet d'assurer sa domination par un contrôle de l'ensemble de la classe ouvrière ; c'est cette politique qui tire les salaires vers le bas, et pas la partie de notre classe qui est la plus attaquée.

CONCLUSION

Accepter que l'État contrôle l'immigration, c'est accepter l'existence d'un État au service



de la classe dirigeante, c'est donc accepter l'existence de cette classe dirigeante et sa possibilité d'exploiter et de discriminer.

À l'inverse, refuser tout contrôle de l'immigration, militer pour l'ouverture des frontières (la liberté de circulation) et l'égalité des droits (la liberté d'installation), c'est se battre « Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, [pour] mett[re] en avant et [faire] valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. » (proposition de Marx et Engels dans *le Manifeste du parti communiste*). C'est donc aussi se battre contre l'économisme, qui prétend résoudre toutes les questions politiques simplement en revendiquant une autre répartition des richesses. D'où l'importance de construire dès à présent l'échéance internationale du 16 mars contre le racisme et le fascisme, les violences policières et la chasse aux migrant.e.s. Aux côtés des premier.e.s concerné.e.s.

« L'irlandais évincé par le bœuf et le mouton repartait de l'autre côté de l'Atlantique [aux USA] sous forme de Fenian » concluait Marx à la fin du chapitre 25, conclusion elle aussi à rebours de tous les discours qui réduisent les migrants au statut de victimes de l'impérialisme. Décidément, un chapitre à (re)lire.

VANINA GIUDICELLI

1 – Abdelmalek Sayad. Les références précises de toutes les citations et ouvrages, avec les liens utiles lorsqu'ils sont disponibles en ligne, figurent dans la version longue de l'article mise en ligne le blog d'A2C.

2 – Pour un rappel des propos tenus depuis quelques mois par des dirigeants de divers courants politiques, voir la version en ligne.

3 – Les références de page sont issues de la version du *Capital* parue aux Éditions Sociales, 1973, Livre premier, Tome 3

4 – Concentration : augmentation à travers l'accumulation des profits des moyens de production entre les mains des capitalistes (p. 66). Centralisation : « fusion d'un nombre supérieur de capitaux en un nombre moindre » (p. 67).

5 – Pour un développement de cette critique, et plus généralement des analyses de l'État, voir l'article « L'État et le capitalisme aujourd'hui » de Chris Harman.

LA TRAJECTOIRE D'UN DÉSASTRE PRÉVISIBLE ET RÉSISTIBLE

À PROPOS DE LA POSSIBILITÉ DU FASCISME¹ D'UGO PALHETA

Le fascisme n'est pas possible n'importe quand et n'importe où ; il est néanmoins de retour. Les conditions matérielles du développement d'un mouvement fasciste de masse sont malheureusement réunies, ou tendent à l'être. Armer les activistes et le mouvement social d'une compréhension globale de la période et de l'actualité du danger fasciste est donc une tâche urgente. *La possibilité du fascisme*, d'Ugo Palheta s'inscrit dans ce sens et doit permettre de poursuivre la construction d'un cadre théorique et d'une orientation stratégique à même de penser et de faire face à ce retour.

UN RETOUR DU FASCISME

Utiliser la catégorie de fascisme aujourd'hui implique de dresser un certain nombre de bilans et de rejeter des concepts politiques qui nous empêchent de penser et d'agir efficacement. Contre les analyses qui rejettent la réalité du danger fasciste sous prétexte que ce dernier se résumerait aux chemises brunes et aux croix gammées, Ugo rappelle à propos Orwell qui écrivait en 1945 que « *lorsque les fascistes reviendront, ils auront le parapluie bien roulé sous le bras* ».

Contre la tendance à rejeter purement et simplement la catégorie de fascisme, ou sa relégation à un usage uniquement polémique, Ugo cherche à la réhabiliter comme catégorie scientifique et politique.

Cette analyse du fascisme contemporain en tant qu'« *équivalent fonctionnel* » du fascisme historique l'amène ainsi à rejeter durement la notion de populisme. Cette catégorie « *scientifiquement inutile et politiquement confuse* » brouille notre compréhension en englobant des

mouvements aussi différents que le FN et La France insoumise, Podemos et Trump, etc. Issue de l'idéologie libérale, la catégorisation de l'extrême droite comme populiste a comme conséquence de rendre « *les classes populaires seules responsables du retour de l'extrême droite* » en la rangeant implicitement du côté du peuple. L'étiquette populiste « *permet à cette dernière de se dissocier du fascisme historique* » et par la même occasion a permis au FN de se débarrasser de l'encombrante étiquette qui lui collait (à juste titre) à la peau depuis sa création.

CRISE D'HÉGÉMONIE ET DISPONIBILITÉ D'UNE FORCE FASCISTE

Contre les compréhensions du phénomène fasciste comme un virage irrationnel radicalement étranger à la modernité capitaliste, Ugo lie la possibilité de son retour aux trajectoires de l'État et du Capital, et à la crise d'hégémonie des classes dominantes. La crise historique ouverte en 2008 avec l'effondrement boursier s'est prolongée d'une onde de choc politique et sociale qui a profondément déséquilibré les compromis politiques et sociaux hérités d'une période désormais révolue. En résulte une « *polarisation de classe* » et la difficulté croissante « *des classes dirigeantes à obtenir le consentement actif d'une majorité de la population* ». Pour pouvoir continuer d'exercer son pouvoir, des fractions toujours plus importantes de ces dernières « *pourraient être tentées de soutenir – ou de s'allier – avec des partis et des idéologues proposant de surmonter la crise par des solutions inenvisageables dans le cadre de l'État de droit* » « *Le Front national est de moins en moins caractérisé [...] en terme de fascisme ou de néofascisme. [...] Or c'est bien dans ce cadre [...] que s'inscrit clairement la politique du FN* », « *Loin de constituer le symptôme d'une normalisation et de marquer une rupture nette avec le*

fascisme historique, les transformations du discours politique du FN l'en rapprochent ». C'est par ces mots qu'Ugo introduit sa démonstration que le projet du FN est, aujourd'hui comme à sa naissance en 1972, l'actualisation du projet fasciste de « *régénération d'une communauté imaginaire, par la purification ethno-raciale, par l'anéantissement de toute forme de conflit social et de toute contestation* ». Ce qui nous inquiète aujourd'hui n'est pas tant son passé, que son « *devenir-fasciste* ».

Le FN serait ainsi un parti (néo)-fasciste en gestation, c'est-à-dire non achevé, auquel il manque une base militante de masse disponible à prendre la rue – mais dont les différents groupuscules existants et tolérés en France sont indéniablement un avant-goût.

Face à l'imminence du péril de cette jonction, Ugo met en avant la nécessité de « *bloquer la création d'une organisation fasciste implantée sur l'ensemble du territoire et capable de harceler en permanence, par la violence, les mouvements de contestation (syndicaux, anti-racistes, féministes, etc.)* ».

Ugo s'attelle aussi à démolir la propagande présentant le FN comme « *le premier parti ouvrier de France* » ou « *l'incarnation du peuple* » dans le champ politique. En fournissant des données sur la composition de l'organisation frontiste et de son évolution historique, il démontre que le parti est principalement ancré dans les classes moyennes traditionnelles. Cette nature de classe du FN explique ce qu'Ugo nomme « *l'anticapitalisme introuvable du FN* » et son incapacité à se développer en dehors du renforcement du clivage « *eux-nous* » sur une base ethno-raciale.

C'est cette hostilité aux étrangers et à « *celles et ceux qui sont pointés du doigt dans la rhétorique néolibérale et présentés comme des assistés ou des fraudeurs* » qui marque, bien plus que la peur du chômage et du déclassement, son électorat populaire.



QUEL ANTIFASCISME ?

L'antifascisme est régulièrement confronté à deux impasses : l'opportunisme et le sectarisme. D'une part l'antifascisme bourgeois qui avance un « *front républicain* » essentiellement électoraliste et « *épargne les partis dont les politiques ne cessent de favoriser la progression du FN* ». D'autre part « *l'optimisme révolutionnaire* » de la « *révolution imminente* » qui consiste « *à substituer la visée révolutionnaire au combat antifasciste* ». Cette seconde position conduit « *à tous les sectarismes et à esquiver les tâches du présent* ».

« *La lucidité quant à la possibilité du désastre fasciste, si du moins, elle cohabite avec la conscience de notre capacité à le conjurer, peut constituer pour nous, et autour de nous, une incitation à l'action politique* » finit par nous dire Ugo.

Alors faisons un choix, celui d'un antifascisme qui « *inscrit son action dans la construction, patiente mais déterminée, d'un mouvement capable de mettre fin aux politiques néolibérales, autoritaires et racistes, de stopper le cycle d'appauvrissement qui affecte les classes populaires, et d'engager une rupture avec l'organisation capitaliste de la production, des échanges et de la vie* ».

Indispensable outil pour chaque antifasciste, ce livre mérite assurément sa place dans ta bibliothèque.

FLORIENT KLEIN ET GABRIEL

1 – La possibilité du fascisme, Ugo Palheta, (La Découverte, 2018) 17€